

Management ou manipulation ?

Pour beaucoup d'entre nous les grandes transformations du service public de l'emploi (Pôle emploi en 2008 et France Travail aujourd'hui) n'ont globalement consisté qu'en une dégradation continue :

- Pour les agents : dégradation des missions, des métiers, des conditions de travail, des rémunérations et du pouvoir d'achat,
- Pour nos usagers : dégradation de la relation et de l'accessibilité à nos services, stigmatisation des personnes privées d'emploi, conseil et écoute supplantés par le contrôle renforcé, sanctions démultipliées, assurance chômage de plus en plus restrictive, etc.

Dans un tel contexte, aggravé par l'insuffisance des moyens humains et financiers, nous observons réforme après réforme, année après année, un fossé grandissant entre les missions qui nous sont imposées et nos valeurs personnelles.

Cette situation provoque des conflits de valeurs, des conflits éthiques, de la qualité empêchée (organisation du travail ou état des équipements ne permettant pas un « travail bien fait »)

Nous sommes de plus en plus confrontés à des situations qui remettent en question notre éthique personnelle qui n'est pas en accord avec le système que nous représentons par nos missions.

C'est pour cette raison que notre employeur tente de tordre la réalité en nous manipulant pour nous faire adhérer aux objectifs, aux missions et aux pratiques de plus en plus délétères qui nous sont imposées :

- Management dit « participatif », « co-construction », chantier « Vision et valeurs »...
- Importance de plus en plus importante donnée aux autodiagnostic, aux savoir-être plutôt qu'aux savoir-faire, à la posture personnelle et aux comportements,
- Volonté de soumettre les salariés et de briser toute résistance, quitte à user de plus en plus souvent (comme cela nous est régulièrement rapporté) de la formule « si cela ne te plaît pas tu peux partir ».



Tout particulièrement, le chantier « Vision et valeurs » est une opération de manipulation d'autant plus grossière et schizophrénique dans une période où chacun voit bien que la seule vision de l'établissement est de dégrader nos missions, nos métiers, et nos conditions de travail, et de rendre la vie de plus en plus dure pour les privés d'emploi.

Ce n'est pas aux salariés de définir une vision et des valeurs. Nos seules obligations relèvent de notre contrat de travail, CCN, Statut des agents publics, et règlement intérieur.

Il incombe à l'employeur et à l'encadrement de donner du sens, de redonner de l'éthique et de la justice à nos missions et nos pratiques, de nous donner les moyens nécessaires à « un travail bien fait », de nous rendre fiers de contribuer au service public de l'emploi et à France Travail.

Redonner du sens et réconcilier nos missions et nos valeurs, passe nécessairement par :

- L'arrêt des suppressions de postes et le recrutement des effectifs nécessaires à nos missions,
- Un plan de titularisation des collègues en contrats précaires,
- L'arrêt du recours massif (et coûteux) à l'externalisation et la sous-traitance,
- Une revalorisation significative des salaires et traitements à hauteur de la perte de pouvoir d'achats des dernières années,
- Une politique de l'emploi renouant avec les principes fondamentaux du service public, dans le respect des personnels comme des usagers.